

Le syndicat étudiant Unécof met la clé sous le paillasson

- Pour représenter les étudiants, il n'y aura plus que la Fef.
- Faute d'électeurs, l'Unécof met fin à ses activités.
- Cette décision témoigne des difficultés qu'ont les syndicats pour mobiliser leurs troupes.

Dossier réalisé par
Bosco d'Otreppe

Dans le paysage de l'enseignement supérieur, l'annonce fera l'objet d'un petit séisme. Après des mois de difficultés, l'Unécof, l'Union des étudiants de la Communauté française, met fin à ses activités en tant que syndicat étudiant.

Depuis 1996, l'Unécof était le deuxième syndicat au côté de l'imposante Fef, la Fédération des étudiants francophones. Mais depuis le printemps 2018, il ne répondait plus aux critères lui permettant d'être reconnu et financé comme une ORC, une organisation représentative des étudiants.

Ces critères imposent en effet à un syndicat de représenter au moins 15 % des étudiants dans les universités, dans les hautes écoles et dans les écoles supérieures des arts. Alors que la plupart des contradictoires (ces assemblées lors desquelles un établissement élit le syndicat étudiant qui le représentera) ont déjà eu lieu et ont profité à la Fef, les administrateurs de l'Unécof ont dû se rendre à l'évidence qu'ils ne répondraient pas aux critères de représentativité lors du renouvellement, en juin, des reconnaissances d'ORC.

Aucune université, et pas suffisamment d'écoles supérieures des arts n'ont choisi l'Unécof cette année.

Dès cet été, et avant l'éventuelle création d'une nouvelle ORC à l'avenir, la Fef se présentera donc comme le seul syndicat étudiant.

Un cercle vicieux

“La décision a été difficile à prendre, confie Morgane Justens, la présidente de l'Unécof. D'ici le mois de juin, nous terminerons l'année avec les conseils étudiants que nous représentons, mais nous cesserons, par après, d'être une ORC.”

Cette “faillite”, elle l'explique par une présence médiatique trop peu importante face à la Fef, des choix malheureux dans la gouvernance de l'Unécof et une équipe trop petite pour répondre à toutes ses missions. Le syndicat, à l'entendre, était entré dans un cercle vicieux dont il ne parvenait plus à s'extirper.

Si l'Unécof n'existera plus en tant qu'ORC, l'équipe réfléchit à une poursuite de ses activités en tant qu'organisation de jeunesse (OJ) afin de travailler dans le cadre de l'éducation permanente. *“Nous définissons ce que seront les grands axes de notre action. Parallèlement, nous avons proposé à trois organisations de jeunesse, l'Union des syndicats étudiants, la Fédération des étudiants libéraux et les Étudiants démocrates humanistes, de repenser la représentation étudiante.”*

La nécessaire pluralité

Morgane Justens n'entend pas non plus répondre à un appel lancé en mai dans *La Libre* par Maxime Mori, l'ancien président de la Fef. Celui-ci proposait de réunir les syndicats étudiants dans un seul mouvement pluraliste. *“Un mouvement plus ras-*

sembleur et plus uni permettra aux étudiants de mieux peser dans le débat”, argumentait-il.

Pour Morgane Justens, *“il est préférable d'avoir une pluralité de mouvements, qu'un mouvement pluraliste*

qui ne pourra jamais vraiment l'être”. “Nous faisons face à la Fef qui est en quête d'hégémonie et souhaite le pouvoir à tout prix, tacle-t-elle. Il nous semble que c'est une idée peu démocratique et qu'il vaut mieux que les étudiants puissent choisir en connaissance de cause entre différents syndicats.”

Avec la fin de l'Unécof, cette coexistence n'existera cependant plus. Dans l'immédiat en tout cas.

“La décision a été difficile à prendre. En juin, nous cesserons d'être un syndicat étudiant.”

Morgane Justens
Présidente de l'Unécof

Pour une réforme du décret

“Le processus électoral est éprouvant et intenable”

Missions. Un syndicat étudiant répond à de nombreuses missions. Il représente en effet les étudiants dans différents organes de la Communauté française, auprès du ministre de l'Enseignement supérieur, mais aussi à l'Ares, l'académie qui chapeaute l'enseignement supérieur en Belgique francophone.

Processus. Ce qui apparaît cependant comme le plus chronophage, ce sont les contradictoires organisés chaque année dans chaque établissement pour élire le syndicat qui le représentera. Au total, ce sont plus de 40 soirées annuelles qui y sont consacrées. C'est notamment pour cela que Morgane Justens

propose de revoir le décret qui organise ces élections. “Dans chaque établissement est élu un conseil étudiant, explique-t-elle. Ce conseil, pour être valable, doit être choisi par au moins 20 % des étudiants, ou seulement 15 % si un deuxième tour est indispensable. C'est à la fois peu et à la fois difficile à obtenir tant les étudiants votent peu. C'est ensuite ce conseil étudiant qui doit élire, durant les contradictoires, le syndicat qui le représentera.” Pour Morgane Justens, ce système d'élections indirectes ne permet plus d'assurer une juste représentation des étudiants. La jeune femme plaide pour que chaque étudiant puisse directement choisir son syndicat.

Abus. Elle note de surcroît que les contradictoires se déroulent dans un climat souvent détestable. “Elles virent parfois au pugilat. On assiste à du copinage, à du chantage personnel et même à du harcèlement sexuel. C'est un processus épuisant, éprouvant et intenable.”

Les organisations de jeunesse sont parmi les premières à essuyer la crise de la démocratie représentative

B allottés au fil des années académiques qui s'enchaînent rapidement, ne pouvant compter sur des équipes stables pour traverser les ans – les étudiants quittant par définition rapidement les auditoires –, les syndicats étudiants n'ont pas la vie facile. Et cela, bien que les années nonante notamment, marquées par des décrets polémiques, les aient davantage impliqués qu'actuellement.

Les difficultés structurelles

“Pour différentes raisons, les organisations étudiantes ont toujours connu d'importantes difficultés”, explique Benoît Rihoux, professeur en sciences politiques à l'UCLouvain.

La première est qu'elles ont souffert de liens politiques ou partisans qui les ont parfois catégorisées.

“La deuxième est qu'elles sont dirigées par des étudiants très actifs, mais qui peinent à avoir une forte légitimité chez les étudiants de base.”

La troisième est que l'accord n'a pas toujours été simple à trouver entre les représentants des hautes écoles et ceux des universités.

La quatrième de ces raisons, poursuit en substance le politologue, est que leurs moyens financiers sont très étroits.

À cela s'ajoute le fait que les syndicats étudiants n'ont pas toujours réussi à trouver le ton juste ni à adopter une ligne claire, hésitant entre la défense des intérêts corporatistes d'une part, et le souhait d'embrasser une ambition sociale, soucieuse de défendre un intérêt général, d'autre part.

Au-delà de ces difficultés cependant, il serait faux de croire que la Fef et l'Unécof ne pesaient plus rien

ces derniers temps. Sur le plan institutionnel, ils restaient écoutés et reconnus pour leur expertise.

Une obligation de se réinventer

Leur difficulté est plutôt de susciter la mobilisation. “C'est vrai que parfois on peut être très déçus, reconnaissait en mai dernier Maxime Mori, ancien président de la Fef. On tient un projet que l'on juge fantastique, on remue ciel

et terre pour conscientiser les étudiants, et le soir venu, on se retrouve avec dix d'entre eux dans l'auditoire.”

Aujourd'hui, c'est en effet le modèle de ces organisations qui est fondamentalement remis en question. La fin de l'Unécof, la mue du Conseil de la Jeunesse en Forum des jeunes (voir notre édition de lundi), les marches pour le climat qui se sont déployées en dehors des organisations classiques,

proouvent que la crise de la démocratie représentative touche de plein fouet le secteur de la jeunesse.

Le problème n'est pas que les étudiants ne s'investissent plus pour le bien commun, avertit Benoît Rihoux. Le défi est plutôt qu'ils s'investissent de manière “diffuse”, plus “dispersée”, plus “éclatée” et donc “moins visible”. “Ils s'engagent de manière temporaire et sont moins dans une logique d'appartenance unique à une cause ou à une organisation. Les appartenances multiples et la réticence qu'il y a chez les étudiants au fait d'être encarté ou encadré par une organisation rigide rendent sans doute l'organisation des syndicats étudiants, mais aussi des syndicats classiques, plus complexe.”

La logique d'organisation horizontale et en réseau, qui a lancé les marches pour le climat ou les

“gilets jaunes”, “existe depuis une trentaine d'années, mais prend une ampleur plus particulière avec les réseaux sociaux”, conclut Benoît Rihoux.

En première ligne de par le jeu des générations, les mouvements étudiants seront sans doute les

premiers à devoir intégrer ces logiques pour que les étudiants continuent de s'investir en leur sein, tout en maintenant des organisations hiérarchisées qui permettent de structurer et rendre pérenne un discours. “Nous sommes bien à la fin d'un système qu'il s'agit de repenser”, acquiesce Morgane Justens.